

LE DÉSIR DE VAINCRE DU CANADA

SAISIR L'OCCASION D'UNE GÉNÉRATION

Le 10 avril 2025 | Canadian Club Toronto

Priorité au texte prononcé

Bonjour à tous.

Merci au Canadian Club Toronto de m'avoir invité.

À la tête d'une entreprise multinationale, je travaille chaque jour pour donner un sens profond à notre mission et pour que nos dirigeants visent un même objectif clair. C'est particulièrement important lorsque se présente l'occasion d'une génération. À mon avis, le Canada traverse un tel moment.

Le Canada a la possibilité, pour une courte période, de renforcer sa souveraineté économique, de développer son économie et de rétablir sa position sur la scène mondiale en assurant sa sécurité énergétique et en permettant à ses alliés de réduire leurs émissions grâce à l'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) canadien pour remplacer le charbon, qui émet davantage de gaz à effet de serre.

Pour concrétiser cette vision, les gouvernements fédéral et provinciaux doivent adopter une nouvelle feuille de route politique fondée sur les quatre moteurs suivants : la volonté politique, la capacité de gestion, la cohérence des politiques et l'approche « Équipe Canada », afin que le Canada soit vu comme un pays où il est avantageux d'investir.

Le Canada doit adopter une visée audacieuse; je crois que nous pouvons être le plus grand exportateur de GNL vers l'Asie.

Nous avons l'offre, nous avons un avantage en termes de coûts de transport et la demande est là. Nos dirigeants politiques, les chefs d'entreprise et les dirigeants autochtones doivent s'unir autour de cette visée et montrer au monde que le Canada est de retour sur le marché. La menace des tarifs douaniers a révélé les failles de notre économie. La question est de savoir si nous régressons ou si nous profitons de cette occasion que le monde nous offre. Le Canada a un choix clair à faire : le maintien du statu quo ou l'adoption d'une visée audacieuse. Nous avons déjà fait ce choix par le passé.

Une feuille de route politique historique en action

Tirons les leçons de l'histoire. Les racines de notre entreprise sont profondément ancrées dans le tissu économique du Canada. TC Énergie est née d'une vision audacieuse : le pipeline transcanadien (TransCanada Pipeline) un gazoduc de plus de 3 500 kilomètres acheminant le gaz naturel de l'Ouest canadien vers les provinces de l'Est.

C'était en 1951 et la population du Canada était en pleine expansion. Les pénuries d'énergie posaient de plus en plus de problèmes. Il fallait que le pays produise son énergie. Nous avons le choix entre faire passer le gazoduc par les États-Unis, ce qui aurait été plus simple techniquement, ou le faire passer entièrement par le Canada, malgré la difficulté que posait le Bouclier canadien. Le Canada a décidé de le

construire uniquement au pays. Le député Carl Nickle estimait que cette décision sacrifiait les avantages économiques au profit du nationalisme.

Cette année-là, TransCanada Pipelines a été constituée en société par une loi du Parlement, grâce au leadership du ministre du Commerce, monsieur C. D. Howe. Lorsque nos fondateurs ont envisagé pour la première fois de créer une infrastructure énergétique traversant le Canada, il ne s'agissait pas seulement de construire un pipeline : ils voulaient unir l'Est et l'Ouest du Canada. Pour ce faire, C. D. Howe a mis en œuvre une feuille de route politique.

Des décennies plus tard, nous possédons un réseau énergétique intégré qui s'étend sur toute l'Amérique du Nord, et le pipeline transcanadien fournit encore de l'énergie à des millions de Canadiens.

Où en sommes-nous aujourd'hui? Riche en énergie, le Canada a ce qu'il faut pour devenir une superpuissance énergétique. L'énergie n'est pas un secteur de l'économie, C'EST l'économie. Il ne peut y avoir de plan économique sans plan énergétique. Et ce n'est pas en freinant l'énergie que l'on fera avancer le Canada. En 2023, l'énergie représentait 10,3 pour cent du PIB du Canada, soit 279 milliards de dollars.

Pour mettre les choses en perspective, si nous réalisons cet objectif audacieux de devenir le plus grand exportateur de GNL vers l'Asie, le PIB du Canada augmenterait de 75 milliards de dollars par an. L'énergie est une source de puissance et la forme la plus importante de puissance géopolitique du Canada. Elle nous donne du poids dans le monde. L'énergie est une occasion que nous devons saisir. Comment? Notre feuille de route moderne repose sur quatre moteurs.

La volonté politique

Le premier moteur est la volonté politique : investir dans le secteur de l'énergie doit être une priorité. Il faut d'abord voir grand et être audacieux. Il y a 15 ans, le Canada était sur les blocs de départ avec les États-Unis pour exporter le GNL. À un moment donné, il y avait environ 18 projets d'exportation de GNL depuis la côte ouest.

Alors que nous avons la possibilité d'être en première place, nous sommes maintenant en mode de rattrapage. Le Canada met actuellement en service sa première installation de GNL, tandis que les États-Unis sont devenus le plus grand exportateur au monde. Même avec les projets d'exportation depuis la côte ouest de la Colombie-Britannique proposés actuellement, nous pourrions faire bien plus. Certains pensent que notre trajectoire actuelle, qui nous placerait parmi les cinq premiers exportateurs mondiaux de GNL, est suffisante. Aujourd'hui, nous avons une chance énorme : grâce aux événements géopolitiques et à la croissance accélérée de la demande d'énergie, l'occasion se présente à nouveau et nous pouvons la saisir. Mais pourquoi devrions-nous nous intéresser au GNL? Parce que le GNL représente la plus grande possibilité pour le Canada de créer de la richesse et de réduire les émissions mondiales.

Prenons l'exemple de l'installation de LNG Canada, qui vaut 40 milliards de dollars, et du gazoduc Coastal GasLink; il s'agit du plus grand investissement du secteur privé réalisé dans l'histoire du Canada. Imaginez ce que des investissements trois ou quatre fois supérieurs pourraient apporter au Canada. Qu'est-ce qu'un investissement supplémentaire de 160 milliards de dollars au Canada pourrait signifier

pour l'ensemble du pays, tant en termes de croissance économique que de contribution à la réduction des émissions mondiales?

La consommation de charbon sur le marché asiatique a augmenté de 20 pour cent au cours de la dernière décennie, et elle représente 80 pour cent de la consommation mondiale totale de charbon. Remplacer seulement 10 pour cent du charbon consommé en Asie par du gaz naturel éliminerait 340 millions de tonnes d'émissions par an, soit l'équivalent de la moitié des émissions du Canada.

Je l'ai mentionnée plus tôt, cette occasion est limitée dans le temps. Ne vous y trompez pas, il s'agit d'une course à l'énergie. Chaque jour, on me demande de répartir des capitaux limités entre des possibilités d'investissement au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Comment faisons-nous ces choix? Je peux vous affirmer que dans d'autres territoires de compétence, on ne remet pas en question l'importance de l'énergie pour la société. On ne ralentit pas.

Nos voisins américains et mexicains foncent et offrent un environnement plus attrayant pour les investisseurs. Mais il ne s'agit pas seulement de croissance économique. Il s'agit également de diversifier nos exportations d'énergie pour assurer notre avenir, en réduisant notre dépendance à l'égard d'un seul partenaire commercial. Actuellement, 99 pour cent de nos exportations de gaz naturel sont destinées aux États-Unis. Le Canada est-il vraiment souverain sur le plan économique si les droits de douane d'un seul pays peuvent compromettre sa prospérité?

La capacité de gestion politique

Le deuxième moteur est la capacité de gestion politique. Pour le bien de notre économie et de notre climat d'investissement, une gestion politique directe visant à repérer et aplanir les obstacles est nécessaire afin que les projets puissent être construits dans les délais et les limites des budgets. Peu importe le vainqueur de l'élection, le gouvernement élu devrait demander aux chefs d'entreprise une liste de projets prioritaires sur lesquels le gouvernement, l'industrie et les dirigeants autochtones pourraient collaborer dans les plus brefs délais. Nous savons que la volonté politique et les capacités de gestion peuvent faire la différence de nos jours. D'autres gouvernements dans le monde l'ont démontré.

Prenons un exemple vécu au Mexique. La présidente Claudia Sheinbaum – qui est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en sciences de l'environnement et en énergie – démontre une compréhension approfondie du rôle essentiel du gaz naturel pour stimuler la croissance économique et réduire les émissions. C'est pourquoi son administration prévoit construire 14 centrales électriques au gaz d'ici 2030 et augmenter la part des énergies renouvelables à 45 pour cent de la production totale du pays. Ces deux mesures remplaceront la production d'électricité à partir de mazout, qui émet davantage de gaz à effet de serre. Pour développer la production d'électricité supplémentaire nécessaire, le Mexique a besoin d'une infrastructure de gazoducs.

Le 1^{er} mai, nous aurons achevé notre projet Southeast Gateway au Mexique. Ce gazoduc, qui contribue à l'édification de la nation, jettera les bases du développement économique dans le sud-est du Mexique, une région qui, historiquement, n'avait qu'un accès limité à l'électricité. Il a créé des emplois et améliorera la qualité de vie des communautés voisines. Grâce à la volonté politique et à la capacité de gestion reposant sur un processus réglementaire clair, le gazoduc a été achevé à temps et a coûté 500 millions de dollars de moins que prévu. Nous avons pu commencer la construction huit mois

seulement après avoir déposé les demandes de permis nécessaires. De la demande initiale de permis jusqu'à la date de mise en service, l'ensemble du processus, y compris des évaluations environnementales très complètes, n'aura pris que deux ans et dix mois pour un gazoduc de 700 km.

La cohérence des politiques

Parlons maintenant du troisième moteur : la cohérence des politiques. Dans l'état actuel des choses, la construction d'un projet d'envergure prend du temps. Parfois même plus longtemps qu'un cycle électoral. Souvent, le processus d'octroi de permis prend deux à quatre fois plus de temps que la construction proprement dite. Depuis la mise en œuvre de la *Loi sur l'évaluation d'impact* en 2019, un seul projet, celui de Cedar LNG, a été approuvé au Canada, toutes industries confondues, et ce, par la délégation des approbations au processus d'examen provincial. Avec un tel bilan, comment pouvons-nous attirer 160 milliards de dollars de nouveaux investissements pour nous hisser au premier rang?

J'entends des investisseurs dire que pour construire ici, un degré élevé de certitude quant aux politiques est nécessaire. Ils doivent pouvoir compter sur un engagement ferme, bipartisan et irrévocable du Canada en faveur des infrastructures énergétiques.

Ils voient notre potentiel, mais pas la cohérence des politiques nécessaire pour investir. En conséquence, nous constatons un afflux de capitaux vers d'autres territoires de compétence offrant des rendements ajustés au risque plus élevés. Je dis souvent que l'incertitude est l'ennemie de l'investissement. Il faut s'attaquer à ce problème de toute urgence.

Si nous parvenons à nous entendre sur une visée audacieuse pour le Canada, nous devons alors la soutenir pendant plusieurs mandats et sans égard aux lignes de parti. N'oubliez pas ceci : le pipeline de TransCanada a été construit en deux ans seulement. Pourtant, aujourd'hui, il faut parfois plus de dix ans pour que les projets se concrétisent ou même pour que les décisions finales d'investissement soient prises. Souvent, une fois que les permis sont approuvés, quelqu'un d'autre s'est emparé du marché et l'occasion d'affaires n'existe plus. Si nous laissons cette inertie perdurer, nous risquons plus que des retards. Nous risquons de céder des parts de marché à nos concurrents, de devoir confier notre avenir énergétique à d'autres et de perdre la souveraineté économique qui devrait être la norme dans un pays riche en ressources comme le nôtre.

L'approche « Équipe Canada »

Nous vivons un moment charnière. En tant que chef de la direction qui travaille avec des dirigeants politiques aux niveaux national et infranational dans de nombreux territoires de compétence, je suis souvent frappé par la façon dont certains dirigeants politiques participent à la promotion de l'investissement direct et travaillent avec les investisseurs pour franchir la ligne d'arrivée. Il faut que cela se produise plus souvent au Canada. C'est le quatrième moteur : une approche « Équipe Canada » partout dans le monde.

En Alaska, l'administration américaine travaille à la signature de protocoles d'entente sur le GNL avec des pays comme le Japon et la Corée du Sud. Le gouverneur de l'Alaska lui-même s'est rendu en Asie pour trouver des clients et des investisseurs pour le GNL de l'Alaska, et il est revenu avec un accord de Taïwan.

Quoi qu'il arrive après les élections, il sera important que les premiers ministres fédéral et provinciaux, les chefs d'entreprises et les dirigeants autochtones soient unis et travaillent de concert. Collectivement, nous devons nous rendre en Asie pour nous faire connaître et souligner que le Canada est de retour sur le marché. Il faudra convaincre ces pays de notre sincérité et de notre conviction, car lorsque le Japon est venu demander notre gaz naturel récemment, nous avons refusé sa proposition.

Un appel à l'action

Mes chers compatriotes canadiens, une nouvelle occasion s'offre à nous.

Bordé par trois océans, bénéficiant de diverses sources d'énergie comme le gaz naturel, le GNL, le pétrole, l'uranium, l'expertise nucléaire et l'hydroélectricité, et regorgeant de minéraux essentiels, le Canada a la possibilité de réduire sa dépendance à l'égard d'autres pays, tout en exportant dans le monde entier et en bâtissant une prospérité et une force durables ici, dans notre pays.

Réalisons cette vision et bâtissons le Canada maintenant. Nous avons besoin d'une feuille de route politique s'échelonnant sur plusieurs mandats. Nous devons revoir nos ambitions à la hausse : soyons le plus grand exportateur de GNL vers l'Asie. Nous avons besoin de dirigeants unis à la grandeur de notre pays.

Merci à tous.



François Poirier

Président et chef de la direction

